

www.terra-economica.info

terra economica

Donnez de l'air à l'économie
N°13 - 16 mars 2006 - 2,5 €

**LES ASSEDIC RACLENT
LES FONDS DE TIROIR**

Panne sèche
pour les chômeurs

**LES DESSOUS
DE WAL-MART**

La plus grosse entreprise
du monde ratatine les prix



**LES ENERGIES
RENOUVELABLES
RECRUTENT !**

**100 000
POSTES A POURVOIR**

(et la planète nous dit merci)

JEUNES IMMIGRÉS ÉCARTÉS DU TRAVAIL

« Génération 92 » ou « Génération 98 » : même galère. A la lecture du rapport publié par le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Cereq), c'est le slogan que pourraient reprendre les jeunes issus de l'immigration. Cette enquête a retracé les premières années de vie active des jeunes ayant quitté le système éducatif en 1992 et 1998. En France, « pays qui plaide pour un 'oubli' des origines au nom de son modèle républicain », les jeunes d'origine maghrébine, titulaires d'un CAP ou BEP en 1998, ont une probabilité 1,6 fois plus forte de pointer au chômage après trois ans de vie active que leurs homologues d'origine française. Ils sont également surreprésentés dans le secteur public (si l'on prend en compte les emplois aidés) où les modes de recrutement sont beaucoup plus formels, alors qu'ils accèdent très mal aux contrats de qualification dans le secteur privé. // Anne Bate

Le rapport du Cereq : www.cereq.fr/pdf/b226.pdf

LES OCÉANS SE VIDENT PAR LE FOND

La cote d'alerte est atteinte. Six pays dont l'Australie, le Canada et le Royaume-Uni, ainsi que plusieurs organisations non gouvernementales viennent de s'entendre sur une série de mesures destinées à lutter contre la pêche illégale. Selon Greenpeace qui publiait, elle aussi, un rapport sur le sujet, 20% des prises de poissons dans le monde proviennent de cette pêche illégale, notamment le chalutage de grands fonds. Au banc des accusés, des pays comme l'Espagne, le Danemark et la France, qui à eux trois possèdent 60% de la flotte incriminée. Selon Greenpeace, la pêche illégale ne représente que 0,5% du chiffre d'affaires de la pêche mondiale mais produit des effets « dévastateurs » sur les fonds marins. // D.S.

Le site du groupe de travail sur l'épuisement des ressources maritimes : www.high-seas.org

LA BANQUE À MOINDRE COUP

On connaît les avions sans plateau-repas, ni hôtesses de l'air. On connaît les magasins où les produits à l'emballage minimaliste sont présentés à même les cartons. Peut-être va-t-on connaître la banque sans banquier, ni carnet de chèques. Car l'économie à prix cassés, ou *low cost economy*, envahit tous les secteurs marchands. Dans une étude récente, le Crédit agricole n'hésite pas à envisager son arrivée dans le giron très fermé de la finance. Ce serait même, selon lui, « l'occasion de clarifier la relation

de la banque avec ses clients ». Pour cela, la banque verte dessine quelques pistes de développement. D'abord, réduire les coûts en délocalisant « certaines activités comme les centres d'appel, l'analyse financière ou encore l'informatique ». Puis viser le public des « exclus de la banque et du crédit, en France ou dans les pays émergents, qui représentent des populations nombreuses ». // A.B.

L'étude du Crédit agricole : www.credit-agricole.fr/IMG/pdf/Ecl_270106.pdf

n° 13 Sommaire

L'OBJET

Le téléphone portable...../4

L'ÉCONOMIE

EXPLIQUÉE À MON PÈRE

Chômeurs sans le sou...../5

L'ENQUÊTE

Les énergies renouvelables recrutent : 100 000 postes à pourvoir immédiatement /6-10

MULTINATIONALES

Wal-Mart :

Toujours plus haut...../13

ENRICHISSEZ-VOUS !

Je suis venu vous dire que je souffre...../14

PERSONA GRATA

Clown acide...../16



Pantois

Réaction à l'article « Désamiantage du Clémenceau : la France était dans le vrai », *Terra Economica* - Le Blog.

Votre cynisme me laisse pantois. Doit-on regretter que nous nous occupions nous-mêmes des saloperies que nous fabriquons, qui plus est pour faire la guerre ? Je rappelle que la convention de Bâle — ratifiée par l'Union européenne si je ne m'abuse et en tout cas par la France — interdit l'exportation de déchets des pays de

l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) vers des pays hors OCDE. Si l'amiante n'est pas un déchet, dites-moi ce que c'est. Et si vous persistez à penser que ce n'en est pas un, alors je vous propose que vous le rachetiez. Je pense même qu'on vous paiera pour le récupérer. // Christophe Vieren

EN ITALIE, LE LAIT SE PEINT EN VERT

Une petite pièce, une bouteille et un vélo. Voilà le parfait cocktail d'un Italien d'Emilie-Romagne soucieux de l'environnement. Car dans cette région, le lait s'achète désormais directement dans l'exploitation agricole. Le client vient y remplir la bouteille qu'il apporte lui-même. Il lui en coûte 1 euro le litre, soit 30 centimes de moins que dans les supermarchés. Et, tous les jours, le producteur récupère le lait non écoulé dans les 24 heures pour fabriquer des fromages, comme la ricotta. Bref, une solution économique, bio et écolo. Surtout lorsque le consommateur y ajoute le vélo pour aller faire ses emplettes. En Lombardie, le système a été étendu aux supermarchés. // Anne Daubrée

LE NIGERIA DE PLUS EN PLUS CHER POUR SHELL

Batterie de mauvaises nouvelles pour la compagnie néerlandaise Shell. Au Nigeria, où elle exploite un gisement de pétrole, la multinationale pétrolière vient d'être condamnée à verser 1,5 milliard de dollars à la communauté indigène Ijaw. En cause : l'impact du pétrolier sur la situation sanitaire de la région et les effets nocifs sur l'environnement. Shell avait été auparavant la cible de plusieurs attentats visant ses installations sur place et sept personnes, salariées de l'entreprise, ont même été enlevées. Sur les 134 millions d'habitants que compte le Nigeria, plus de la moitié survivent avec un dollar par jour. Quant à Shell, elle a annoncé pour 2005 une hausse de ses bénéfices de 35%, soit 25,3 milliards de dollars. // David Solon



Illustration Djs

RÉAGISSEZ. Vos contributions seront publiées dans ce Forum

Contact : mediateur@terra-economica.info

Galère

Réaction à l'article « Contrat première embauche : assouplir pour mieux produire », *Terra Economica* - Le blog.

A vous lire, je crois que nous ne sommes résolument pas installés dans la « même barque » et si vous voulez vous en assurer, sortez dans la rue et écoutez ceux qui sont, depuis longtemps, dans la barque qui coule. Les employeurs n'ont pas attendu les contrats première et nouvelle embauche pour précariser la jeunesse. Ce n'est pas le contenu d'un contrat, le nombre de privilèges qu'il donne à l'employeur, qui freine l'embauche. Si une entreprise a besoin d'employés, elle embauche, sinon elle ne le fait pas. Quant à une politique de la peur, je ris ou pleure à l'évocation de celle-ci. Nous avons, je l'espère, assez avancé pour que la peur ne soit plus une motivation. // Souvarine

BILAN

Réaction à l'article « Maman, j'ai réinventé l'impôt ! », *Terra Economica* - Le Blog.

Les charges sociales seraient trop élevées pour des petites entreprises en cours de démarrage... Votre analyse est sans doute exacte à l'échelle des entreprises que vous citez, mais globalement, cela va faire plus de vingt ans déjà que nos gouvernements multiplient les exonérations de charges au profit des seules entreprises, les emplois aidés, les primes aux créations d'emplois, sans qu'un vrai bilan ne soit tiré de ces différentes formes d'aides, et sans que l'on voit chuter le taux de chômage de façon spectaculaire. // Anne-Marie

Le téléphone portable

En 2005, 850 millions d'unités ont été vendues à travers le monde. Un chiffre qui donne la banane aux opérateurs, mais pas vraiment à notre planète.



Le constat est sans appel. Pratique, esthétique, drôle, le téléphone mobile se révèle aussi malheureusement être un concentré de nuisances. Si ses effets sur la santé restent encore mal connus, son impact sur l'environnement est tangible. Un portable contient 63 % de matières plastiques et des métaux de toutes sortes. Nickel, zinc, fer, cuivre... La pile n'est pas la moins nocive. On y trouve de l'arsenic, du plomb et autres métaux lourds. L'université des Nations unies basée à Tokyo a mesuré en 2004 le coût énergétique de la fabrication d'une puce de 2 grammes. Résultat : 1,7 kg d'énergie fossile, 1 m³ d'azote, 72 grammes de produits chimiques et 32 litres d'eau !

Alors quelle solution ? Préférer la poste ou le pigeon voyageur ? « Commencer par recycler », répond l'Agence de l'environnement (Ademe). Car là encore, les chiffres sont étourdissants. 15 % des portables finissent directement à la poubelle : un danger immédiat. Quant aux 85 % restants, ils patientent au fond des tiroirs, avant — sauf prise de conscience — de suivre le même chemin. Dernière statistique, pas vraiment rassurante : le propriétaire d'un téléphone portable change son produit tous les dix-huit mois.

// David Solon

Recycler son téléphone : <http://www.fonebak.fr>

Illustration : CIRE

LE GROS MOT

Journalistes de 30-35 ans

Alain Minc n'est pas, mais alors pas du tout content. Lors d'une conférence organisée par l'Institut Montaigne, le président d'AM Conseil s'est livré à une violente diatribe contre la presse [1]. L'actuel président du conseil de surveillance du *Monde* pensait-il aux dérapages de la direction Plenel-Colombani dénoncés dans le livre *La Face cachée du Monde ?* Que nenni. Il a trouvé une cible bien plus terrifiante : les jeunes. « Des journalistes capables de produire une vision globale de la société, il n'y en aura plus chez les 30-35 ans », a grincé Minc, ajoutant : « Dans la nouvelle génération de journalistes, l'indifférence aux idées est grandissante. Ils travaillent surtout dans un gratuit ou sur l'Internet : croire pouvoir les intéresser à quelque chose est une totale illusion. A partir d'un mot, ils vous sortent juste vingt phrases remâchées. » On pensait que les membres de la génération baby-boomers étaient simplement indifférents aux trentenaires. Grâce à Alain Minc, on découvre qu'ils savent aussi se montrer agressifs et à peu près aussi nuancés qu'un Dieudonné en campagne. Mais une question nous taraude, cher Alain : avez-vous lu *Terra Economica* ? // Arnaud Gonzague

[1] http://challengestempsreel.nouvelobs.com/blogs/blogs_Chroniques_93.html

LA PETITE PHRASE

“ Ce système va protéger notre économie et nos frontières. ”

Charles Clarke, ministre de l'Intérieur britannique au sujet d'un plan qu'il a présenté début mars afin d'optimiser l'immigration dans son pays. Le projet vise à sélectionner les immigrés les plus compétents en leur attribuant des points en fonction de leur âge,

de leurs qualifications, de leur expérience professionnelle et de leurs compétences linguistiques, afin de servir au mieux l'économie. Du coup, si on suit la logique de ce projet, les immigrés les moins qualifiés ne seront pas autorisés à pénétrer au Royaume-Uni.

Chômeur sans le sou



Depuis janvier, l'indemnisation des chômeurs a changé. Les perdants sont nombreux. Les gagnants beaucoup plus rares.

Quand le panier est percé, soit il faut en changer, soit il faut raccommoder. L'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Unedic), qui gère les 26 milliards d'euros de l'assurance-chômage a choisi. Coupes claires dans les dépenses et nouvelles formules d'indemnisation, le moindre sou vaut désormais son pesant d'or. Objectif : combler le déficit de 13,5 milliards d'euros.

Pourquoi ce trou ?

Rien de plus simple. Chômage et précarité ont pour conséquence de diminuer les ressources de l'Unedic — les cotisations des salariés et des patrons — et d'accroître ses dépenses — les allocations versées aux chômeurs. Un double effet redoutable. Du coup, les partenaires sociaux se sont assis à la table. Bilan des palabres : « accord a minima », selon Alain Lecanu, de la CGE-CGC, « pour sauver le régime », ajoute Michel Jalmain, de la CFDT. De son côté, le Medef a applaudi « une mouture guidée par l'intérêt général », tandis que la CGT, suivie de FO, ont préféré ranger leur stylo. Car les syndicats ont dû s'incliner. Leur projet, qui consistait à imposer des cotisations patronales supplémentaires sur les emplois précaires (CDD, intérim), a été abandonné en cours de négociation. Hormis une minuscule augmentation de 0,04% des cotisations patronales et salariales, rien de neuf du côté des recettes. Et si la moitié des 2,6 millions de demandeurs d'emploi ne bénéficient déjà d'aucune indemnité, c'est pourtant bien du côté des dépenses qu'on a rogné.

Les négociateurs, issus des syndicats de salariés et des confédérations patronales, sont tombés d'accord pour allonger dans certains cas la durée de cotisation requise pour bénéficier des précieuses

allocs. En résumé, pour être indemnisé, il faut désormais avoir comptabilisé davantage de mois de travail. Dans le jargon de ces vieux routiers de l'assurance-chômage, on appelle cela la « réorganisation des filières d'indemnisation », ce qui sonne tout de suite mieux. Et pour s'y retrouver dans les quatre catégories inventées par l'Unedic, mieux vaut lire entre les lignes.

Catégorie B : « La premium »

Auparavant, il fallait avoir cotisé au moins 14 mois au cours des deux années précédentes le chômage pour bénéficier de 23 mois d'allocations. Les deux tiers des demandeurs d'emplois indemnisés se trouvaient dans ce cas de figure, dénommé « filière B », à ne pas confondre avec les films de série B ! Changement de donne : 16 mois de cotisations sont désormais requis au cours des 26 mois précédents le chômage pour avoir droit à la même durée d'indemnisation. La différence ? D'après la CGT, ce sont 100 000 chômeurs à qui manquent les deux mois décisifs, qui n'auront plus droit à 23 mois d'indemnisation.

Catégorie A+ :

« La séance de rattrapage »

Les chômeurs qui n'ont pas suffisamment cotisé tombent dans une nouvelle filière, que l'Unedic a baptisé A+. Pour décrocher la timbale - des allocations pendant un an -, la règle est simple : avoir cotisé au moins 12 mois lors des 20 mois précédents. Pour deux mois de cotisation manquants, c'est donc une année d'allocations qui passe à la trappe.

Catégorie D :

« Les vieux par la fenêtre »

Auparavant, les chômeurs seniors (plus de 57 ans) avaient droit à 42 mois d'allocs

sous certaines conditions, un régime exceptionnellement favorable. Au placard. L'objectif est de relever l'âge moyen de la population active occupée (c'est-à-dire effectivement au boulot), un dessein partagé par l'OCDE et les gouvernements des pays de l'Union européenne. Les partenaires sociaux ont donc supprimé cette « filière D », trop coûteuse pour l'Unedic. Mais cela empêchera-t-il vraiment les employeurs de se débarrasser des employés plus âgés, jugés moins efficaces, dès qu'il s'agira de couper dans la masse salariale ?

Catégorie A : « Le menu minceur »

Pour cette catégorie, pas de changement. Comme par le passé, les chômeurs ayant cotisé au moins 6 mois au cours des 22 derniers mois ont droit à 7 mois d'indemnités.

A ces modifications s'ajoute « l'accompagnement personnalisé » des chômeurs. Censé faciliter la recherche d'emploi par un suivi attentif, ce dispositif vise aussi le contrôle accru des chômeurs, et le cas échéant, leur radiation par l'ANPE dont ils dépendent. Dans ces conditions, en cas de pépin il reste naturellement... le bon vieux système D, qui semble être une filière d'avenir pour un nombre croissant de demandeurs d'emploi. Bilan des courses : le réaménagement des filières va provoquer l'amputation des droits de 183 400 chômeurs. Au cours des trois années à venir, 36 500 demandeurs d'emplois se verront même exclus du régime d'indemnisation (auquel ils auraient eu droit sans ces mesures). De son côté, l'assurance-chômage économisera 474 millions d'euros par an. // Eve Charrin

*Les énergies renouvelables
recrutent*



***à pourvoir
immédiatement***

**Le climat a la tête à l'envers,
les réserves de pétrole s'épuisent,
le nucléaire pose toujours question.
Du coup, les énergies renouvelables
ont le vent en poupe. Et semblent
vouloir recruter à tour de bras.
En 2015, près de 3 millions d'Européens
travailleront dans le secteur.**

Mars 2015. Martin a le sourire. Le soleil brille au dessus de son village de Salles-Curan, au cœur de l'Aveyron. Dans sa boîte aux lettres, une fois n'est pas coutume, une bonne nouvelle d'EDF, qui lui règle sa facture. Les panneaux photovoltaïques de la maison de Martin tournent bien, et comme il a surtout profité cet hiver de l'électricité produite par sa chaudière au bois, EDF lui rachète un paquet de wathteures! Sa maison en pierres

les campagnes ont retrouvé du souffle. En 2015, 300 000 personnes travaillent dans les nouvelles énergies, contre dix fois moins en 2004. Retour en arrière. 2004 et 2005 sont des années charnières. Le prix du pétrole décolle, l'intérêt pour les énergies alternatives et la lutte contre l'effet de serre suivent le mouvement. Il s'agit de respecter les accords de Kyoto, par lesquels la France s'engage à diviser par quatre ses émissions de gaz carbonique

“ En 2015, des études montrent qu'un litre de carburant sur cinq sera composé de biodiesel et d'éthanol. **”**

du Causse, très bien isolée, génère de l'énergie plus qu'elle n'en consomme. Et le bois ne coûte presque rien à Martin, employé par les propriétaires des forêts du Lévézou pour entretenir les chemins et ramasser les branches.

Notre forestier se marre en démarrant son 4x4, devenu son outil de travail. En 2005, il dégonflait les pneus de ce type de véhicule avec ses amis étudiants parisiens. Dix ans plus tard, il roule au carburant de bois! Sur son trajet, Martin longe le parc éolien de Salles-Curan. Inauguré en 2007, il constituait à l'époque le plus puissant de France avec 87 mégawatts (MW). Les nouvelles turbines des 29 moulins ont doublé ses capacités. Il alimente désormais 300 000 habitants, plus que la population de l'Aveyron. Une aubaine pour les entreprises, qui font la queue pour s'implanter dans le département. Grâce aux énergies renouvelables,

à l'horizon 2050. Mais également à atteindre les objectifs européens. Produire 12% d'énergies propres en 2010 et 21% d'électricité renouvelable. Le Plan Climat 2004 instaure le crédit d'impôt sur les installations thermiques, solaires et bois-énergie, qui remplace de compliqués mécanismes de subvention.

Le marché explose : les ventes de pompes à chaleur, de chaudières à bois et de chauffe-eau solaires doublent en 2005. Leader français du solaire thermique, Clipsol passe de 40 à 120 employés, nourri par une croissance de 60%. Et de beaux jours s'annoncent puisque le Plan Climat prévoit l'installation de 200 000 chauffe-eau solaires par an.

**Le bonheur se cache
au creux de la forêt**

2005 est décidément l'année-clef. Des statistiques pondues par le Syndicat

des énergies renouvelables (SER) et la Mitre (1) démontrent le potentiel de création d'emplois de la France dans le secteur si elle se décide à exploiter au mieux ses ressources. La deuxième capacité d'énergie éolienne après la Grande-Bretagne, l'ensoleillement du Midi, la plus grande forêt d'Europe occidentale : les conditions sont là. D'ailleurs, le SER croit dur comme fer à la filière bois. « *Le potentiel mobilisable en forêt est de 9 millions de tonnes équivalent pétrole - soit le quart de la consommation industrielle française. Et on peut doubler ce chiffre sans abattre d'arbre, en entretenant les parcelles, et à condition que les propriétaires fonciers s'organisent - les 2/3 des forêts françaises sont privées et très morcelées - et qu'un secteur industriel se développe en aval pour traiter le bois* », indique Damien Mathon, responsable bois-énergie au SER. L'idée est de récupérer le bois qui se décompose et libère son CO₂, afin de limiter les risques d'incendies. Objectif : sauver plus de 20 000 emplois en milieu rural.

Mais ce n'est pas tout. En 2015, des études montrent qu'un litre de carburant sur cinq sera composé de biodiesel et d'éthanol. Une voie de secours miraculeuse pour les agriculteurs mis à mal par la réforme de la politique agricole commune. Les « *carburants de deuxième génération* » sont d'ores et déjà prévus au menu. Il sera bientôt possible de fabriquer du combustible à partir de plantes entières, pas seulement avec les graines de tournesol ou de colza, et même à partir de déchets, de paille ou de bois.

**Le soleil est
dans ma chaudière**

Le tableau est moins rose pour l'électricité. La production verte recule en France : seulement 13% des électrons produits en sont issus, essentiellement par les barrages hydroélectriques, loin de l'objectif européen de 21% et alors que la consommation d'électricité augmente. Le lobby d'EDF est en cause, mais le gouvernement semble évoluer. Il s'en remet au vent : plusieurs appels d'offres pour des éoliennes terrestres et en mer ont été lancés. La filière devrait employer 22 000 personnes dans quatre ans, contre 2 000 l'an dernier. En Europe ce sont 280 000 emplois qui seront créés. L'Hexagone se trouve aussi à des années-lumière dans le solaire photovoltaïque : la puissance installée en 2004 était 50 fois moindre que celle de

l'Allemagne! La petite société Photowatt, pionnière en la matière, en sait quelque chose. Bloquée par l'inertie du marché français où, raconte Marc Jedliczka, « *il a été décrété que le nucléaire, faible émetteur de CO₂ répondait à tous les besoins* », l'entreprise est passée sous contrôle canadien. Elle compte aujourd'hui 550 salariés et pointe au onzième rang mondial grâce à ses clients voisins : l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne qui rémunèrent bien davantage l'électricité produite par des particuliers (environ 40 centimes le kwh contre 22,5 centimes en France).

Pas une mode, mais une nécessité

Pour rattraper son retard, Paris a chargé l'Institut national du solaire de démarrer ses activités. Les perspectives sont alléchantes : dans vingt ans, le chiffre d'affaires mondial du photovoltaïque pourrait atteindre 100 milliards de dollars. Même les pétroliers placent quelques billes : Total va par exemple ouvrir sur le site toulousain d'AZF une usine employant 70 personnes. A plus petite échelle, les effets se font aussi sentir. Le secteur bouge et des métiers se créent. Comme celui d'économe de flux. A la mairie de Chambéry, le poste, initialement confié à un emploi jeune a été titularisé et « *remboursé en quelques mois* ». La société

Watteco (17 salariés) a elle aussi vu le débouché et propose un diagnostic et un suivi informatique des consommations d'une collectivité locale par exemple. A Paris, elle analyse par exemple le coût énergétique des réverbères. La mise en place des certificats d'économie d'énergie d'ici à trois ans en France devrait accélérer ce mouvement : sur le modèle des permis de polluer, ils seront attribués aux fournisseurs d'énergie qui engagent des actions en faveur des

économies d'énergie - installation de chaudières performantes, d'ampoules basse consommation, etc. Les entreprises ne remplissant pas leurs obligations devront acheter des certificats ou payer une amende. Révolution en marche ou simple marché en expansion ?

// Simon Barthélémy

(1) *Monitoring and Modelling Initiative on the Targets for Renewable Energy est une étude commandée par la Commission européenne.*

Emplois et perspectives dans le secteur des énergies renouvelables

Secteurs	Emplois en 2004	Emplois en 2010
Biomasse	25 000	45 000
Biocarburants	4 200	20 000
Éolien	2 000	22 000
Biogaz	100	2 000
Solaire thermique	1 000	10 500
Photovoltaïque	1 000	3 500
Micro-hydrolique	2 400	2 400
Géothermie et pompes à chaleur	3 200	10 000
TOTAL	38 900	115 400

Source : Syndicat des énergies renouvelables (2005)

La voiture sur une voie de garage

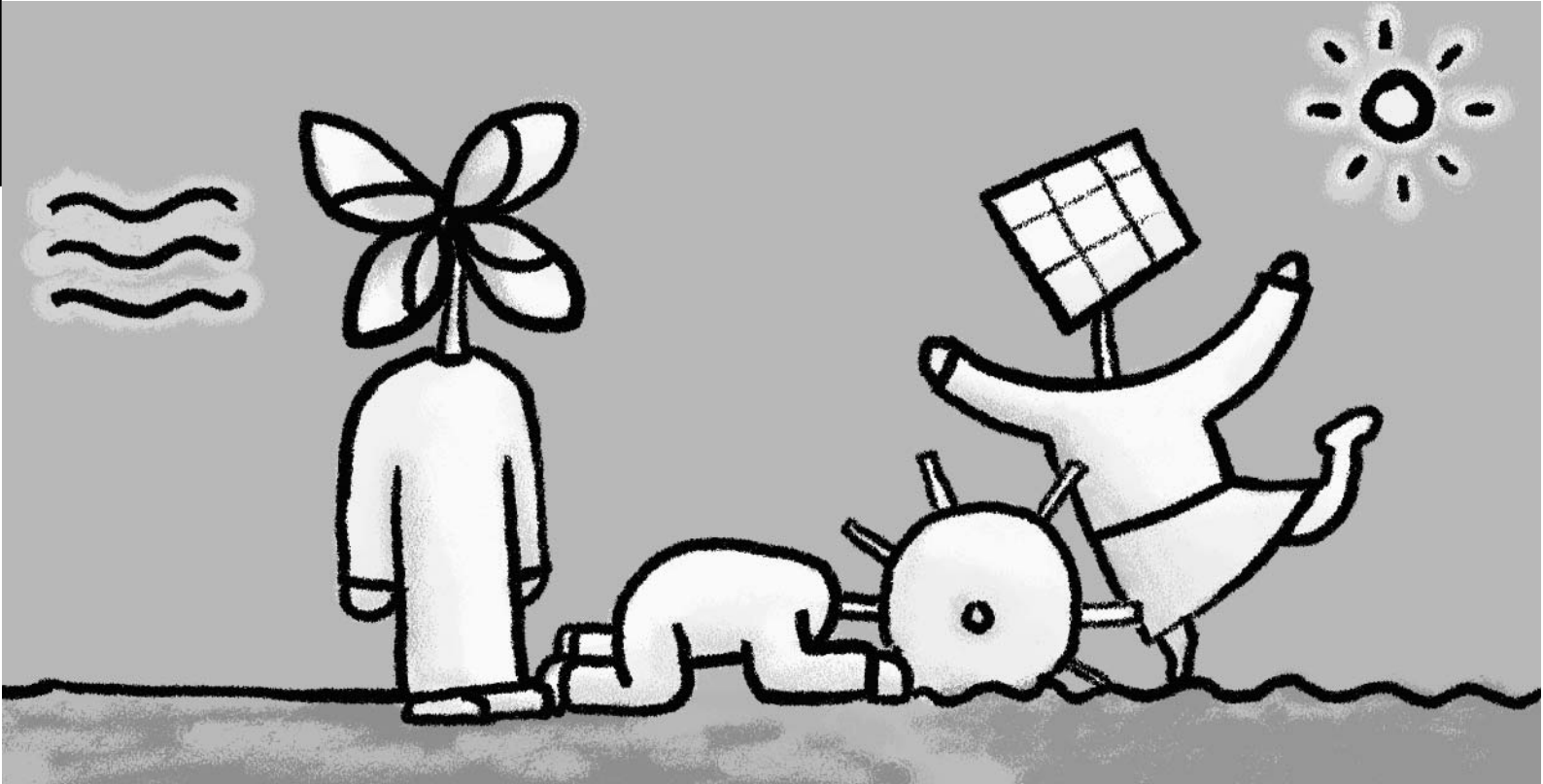
Attention à la sortie de route pour la voiture. Des études montrent que le transport public serait davantage créateur d'emplois.

Avec 28% des émissions françaises de CO₂, le transport routier est le premier responsable de l'effet de serre. Mais l'industrie automobile est un gros employeur. Le pays court-il à sa perte s'il laisse la voiture au garage ? Que nenni ! Des écolos bien sûr, des chercheurs et même l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) l'affirment : les transports publics créent davantage d'emplois.

Réduire de 10% l'utilisation de la voiture au Royaume-Uni au profit de la mobilité douce (vélo, marche à pied, transports en commun) créerait jusqu'à 122 000 emplois, surtout dans l'entretien des voies ferrées (1). Ce chiffre grimpe à 200 000 en Allemagne (2) en cas de doublement des kilomètres parcourus par personne en train et en vélo. Ce qui placerait le pays au niveau de la Suisse et ferait baisser les émissions de CO₂ de 31,5%. D'après une étude de l'OCDE dans 10 pays développés, le respect de leurs engagements pour l'environnement ferait reculer la part des transports par l'avion et la route sans baisse de mobilité ni perte d'emploi. Mais cela épargnerait 80% des coûts externes - liés aux accidents et à la pollution - et favoriserait le lien social (3).

« *La voiture grève le budget des ménages*, ajoute Frédéric Héran, économiste à l'Institut national de recherche sur les transports. *Les transports représentent 25% du budget des ménages en banlieue parisienne, contre 5% à Paris où plus de la moitié des foyers n'ont pas de voiture. Ce qui libère du pouvoir d'achat, et crée de la richesse dans d'autres secteurs. Par exemple, quand on n'a pas de voiture, on fait ses courses dans les petits commerces, qui, à activité égale, emploient deux fois plus de monde que les hypermarchés !* » // S.B.

(1) Bureau d'études Ecotec, 1997, (2) Ebinger et coll., 1998, (3) OCDE, 2001



La pierre garde une santé de fer

Economie d'énergie = retour à la bougie ? Faux : le chantier de la baisse de la consommation mobilise les technologies et va créer des centaines de milliers d'emplois dans le bâtiment.

Jean-Paul bouillait de voir son argent partir en fumée dans la chaudière. Il a donc fait isoler les combles de sa vaste maison. « Les prix du fioul ont grimpé de 74% l'an dernier, passant à 665 euros les 1 000 litres, fulmine-t-il. Les nouvelles plaques de cellulose sous le toit devraient permettre d'économiser environ 1500 litres par an, presque la moitié de notre consommation actuelle ! » Si la maison de Jean-Paul est dorénavant isolée, son cas ne l'est pas... Selon les professionnels, le public est sensibilisé aux économies d'énergie par les prix mais aussi par l'information sur le réchauffement climatique : on sait que le bâtiment utilise 43% de l'énergie en France, dont les deux tiers pour se chauffer, et est responsable de 25% des émissions de CO₂. Construit avant la première réglementation thermique (RT) de 1975, le parc ancien est trois fois plus gourmand que le neuf. « De plus en plus de gens viennent nous demander conseil », indique Alexandre Belet, pédégé de Belet Isolation. Cette PME aveyronnaise de 30 salariés a multiplié son chiffre d'affaires par trois et embauché trois personnes l'an dernier.

Avez-vous votre « carte watt » ?

« L'effet TVA à 5,5% sur les travaux à domicile aidant, les carnets de commandes des artisans sont pleins », confirme-t-on à la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment - la Capeb, forte de 300 000 membres. Et de nouveaux chantiers s'annoncent, qui vont accentuer les cruels besoins en main-d'œuvre du secteur. Car pour diviser les émissions de gaz à effet de serre par quatre d'ici à 2050, comme s'y est engagée la France, le principal gisement d'économie, c'est la pierre. De

nouvelles obligations vont viser cette année la construction - la RT 2005 exige des performances de 90 à 100 kwh par et par an quand la consommation des bâtiments anciens peut atteindre 500 kwh. La rénovation de ces derniers est l'objet d'une directive européenne : les logements en vente ou en location devront avoir des certificats de performance énergétique. Si vous êtes en quête d'un logement, vous aurez la « carte watt » en main pour bien choisir.

Pas suffisant, estime Olivier Sidler, du bureau d'étude Enertech et membre de l'association Négawatt, qui milite pour les économies d'énergie : « On ne peut pas atteindre les objectifs de Kyoto avec une simple incitation. Il faut réglementer pour que les 400 000 logements anciens vendus chaque année soient rénovés. Le surcoût de 150 euros par m² peut être amorti en deux ans. Cela donnerait du travail à 100 000 personnes pendant quarante ans, le plus gros projet industriel français ! » Les Négawatt se fondent sur l'exemple des Allemands, qui ont rénové 300 000 logements depuis 2000 et auraient ainsi créé 200 000 emplois. L'addition : 8 milliards d'euros dont 1,8 de la poche de Berlin, le reste étant à la charge des propriétaires grâce à des prêts à des taux avantageux. Le plan des Négawatt coûterait, lui, 6 milliards par an.

Les mastodontes du secteur militent eux aussi. Dix entreprises, dont le cimentier Lafarge et les verres Saint-Gobain, ont formé en 2004 le collectif « Isolons la terre contre le CO₂ ». Leurs modèles : les labels Minergie en Suisse et Passive House en Allemagne, très exigeants sur les performances énergétiques, ont stimulé l'innovation. // S.B.

« L'Europe est en pleine contradiction »

Pour Sophie Dupressoir, responsable "développement durable" au sein de la Confédération européenne des syndicats, la lutte contre l'effet de serre sert l'emploi.



Terra Economica - Votre manifeste *Investir dans un avenir durable* prône les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique des bâtiments des transports respectueux de l'environnement. Les syndicats passent du rouge au vert ?

Ce qui nous intéresse, c'est le potentiel bénéfique de ces mesures pour l'indépendance énergétique, la lutte contre l'effet de serre, l'emploi et le pouvoir d'achat : nous voulons réduire de 50% le taux de pauvreté thermique, c'est à dire aider les ménages dans l'incapacité de régler leur facture d'électricité ou de chauffage. Il faut agir sur la demande et développer les énergies renouvelables. Elles créent des emplois dans la recherche comme des postes non qualifiés, la collecte des déchets notamment. Et ce sont des emplois stables, adossés à des réglementations et des territoires. Mais les syndicats sont influencés par les choix énergétiques de leur pays : la CGT défend le nucléaire, les Espagnols se battent pour développer l'éolien. Pourtant les résultats sont clairs : en Allemagne, les énergies renouvelables emploient 150 000 personnes contre 18 000 dans le nucléaire.

Êtes vous satisfaits des politiques européennes ?

Elles vont dans le bon sens en fixant aux Etats des objectifs à atteindre. Mais ceux-ci sont indicatifs et insuffisants : les 12% de consommation énergétique d'origine renouvelable en 2010 ne seront pas atteints dans la plupart des pays. Nous sommes pour des objectifs contraignants, particulièrement sur l'efficacité énergétique des bâtiments. Pour financer les renouvelables, nous plaçons pour des tarifs d'achat élevés et pour la taxation des profits des pétroliers. C'est ce que demandait l'UFC-Que choisir après l'annonce des résultats mirobolants de Total. De plus, la libéralisation du marché de l'électricité en Europe a accru la concentration des entreprises dans ce secteur, détruisant 300 000 emplois. Or la volonté de baisser les coûts n'incite pas à réaliser des investissements de long terme, dans les renouvelables par exemple. La Commission refuse de regarder en face les contradictions de sa politique : d'un côté elle cherche à réduire la consommation énergétique, de l'autre elle espère que l'ouverture des marchés va faire baisser les prix... afin d'accroître la consommation ! // S.B.

La Confédération européenne des syndicats (CES) comprend 79 organisations, issues de 35 pays européens. En France, la CFDT, la CFTC, la CGT, Force Ouvrière et l'Unsa y adhèrent.

Energies innovations

Les cargos font du kite-surf

La société Skysails teste un cerf-volant qui tire les navires et leur permet d'économiser de 10 à 50% de carburant, selon leur taille et les conditions de vent. Un cargo de l'armateur allemand Beluga Shipping devrait lever l'ancre à l'automne avec une voile de 100 m². Skysails rêve de fournir 2,2% de la flotte mondiale en 2015.

La trigénération souffle le chaud et le froid

Des centrales produisant à la fois de l'électricité, de la chaleur et du froid fonctionnent depuis peu à Montpellier et au Centre d'études spatiales, le Cnes, à Toulouse. Leitmotiv : ne pas gaspiller d'énergie. En effet, l'utilisation d'un combustible en production séparée dégage de 15 à 75% d'énergie (15% pour un feu de bois, 35% pour un réacteur nucléaire), alors que la même quantité de combustible utilisée en cogénération valorise de 70 à 75% l'énergie consommée.

Le démarrage de l'auto-partage

Chez Caisse-commune, quelque 1 500 Parisiens peuvent emprunter une voiture pour quelques euros. Moins cher que la location et différent du co-voiturage, l'auto-partage permettrait d'économiser la moitié de la consommation d'énergie liée au transport. Marseille, Lyon, Strasbourg et Grenoble s'y mettent. Mais Mobility Suisse écrase tout le monde avec ses 63 500 clients.

Des trésors dans la poubelle

Les déchets organiques - boues des stations d'épuration, compost, déchets agricole... - sont une mine peu utilisée. Après fermentation, le gaz riche en méthane produit par les bactéries est récupéré et fournit de la chaleur ou de l'électricité. Le gisement représenterait 11% de la consommation nationale de gaz naturel, à condition d'améliorer la collecte sélective.



www.planete-urgence.com

**Partez 15 jours
pour l'aider...**

...à garder le sourire

L'association Planète Urgence vous propose de participer à l'une de ses 100 missions d'aide au développement et de protection de la nature à travers le monde.

Des missions de 15 jours ouvertes à tous !

Découvrez nos missions et choisissez la vôtre sur notre site internet www.planete-urgence.com ou par téléphone au 0139020600.

Le Web s'envoie en l'air à la City

Au creux des lampadaires, sur le toit des immeubles ou sur l'arête des panneaux indicateurs. A Londres, les réseaux sans fil, via des balises relais, investissent le cœur de la ville. Voilà qui va réjouir les businessmen grouillant dans ce quartier. Pour la capitale britannique, cette opération vise à « renforcer la position de la City en tant que leader mondial des places financières », rapporte *The Guardian*. 350 000 travailleurs auront potentiellement accès à Internet dans la rue, dans le bus, sur un banc, via leur ordinateur portable ou leur Palm. Rien de gratuit à la City, cependant. Les utilisateurs devront souscrire à des abonnements ou payer à chaque connexion. Le fournisseur d'accès à Internet The Cloud espère ainsi pouvoir offrir l'accès au Web en Wifi « d'ici à six mois ». Une tâche difficile, puisque les rues étroites de la City et ses immeubles très hauts rendent difficile une couverture optimale du réseau.

// **Pauline Hervé**
www.guardian.co.uk

Aux Philippines, plus rien sous la blouse blanche

« Dans deux ou trois ans, le système médical va s'effondrer. » Le secrétaire du syndicat des travailleurs de la santé aux Philippines est formel. Le pays fournit depuis des années des infirmières aux pays riches, mais cet exode s'est récemment accéléré, raconte le *Khaleej Times*. Attirées par les salaires élevés de l'étranger, près de 100 000 infirmières (chiffre incluant des médecins) ont quitté le pays lors de ces dix dernières années. Une fuite des cerveaux qui est aussi le résultat d'une politique gouvernementale incitant la population à aller travailler à l'étranger pour pouvoir rapatrier des millions de dollars. Bilan : 700 hôpitaux privés opérationnels sur 1 600 et une infirmière pour 55 patients (le ratio idéal étant d'une pour quatre malades). Difficile de freiner cet exode alors que le salaire mensuel moyen d'une infirmière est de 190 dollars aux Philippines et de 1950 dollars si elle travaille aux Etats-Unis. // **Anne Bate**
www.khaleejtimes.com

Pékin se rève sans contrefaçons

Les Chinois, champions mondiaux de la contrefaçon ? L'Empire du Milieu s'active pour effacer cette idée reçue et prouver « sa volonté d'enrayer un phénomène dont il est en fait la première victime ». Le journal luxembourgeois *Tageblatt* révèle en effet que « 97 % des litiges sont sino-chinois ». Selon les chiffres officiels chinois, « la contrefaçon touchant des sociétés étrangères ne représente que 10 % des cas mis à jour en 2004 ». Alcools, médicaments, matériel de golf... Aucun secteur n'est épargné. Selon l'analyse d'experts européens, c'est l'absence de brevets et de droits d'auteur qui est responsable de ce fléau : « 99 % des sociétés chinoises n'ont jamais demandé de brevet ou de droit d'exploitation, et seules 40 % possèdent une marque. » En remédiant à cette lacune, la Chine poursuit un objectif : redorer son image pour attirer le savoir-faire étranger, et « passer du "Fait en Chine" à "Inventé en Chine" ». // **P.H.**
www.tageblatt.lu

Ronald, diététicien officiel des JO de Turin

Le plus célèbre clown du monde, roi des hamburgers, a profité des Jeux olympiques de Turin (Italie) pour se lancer dans l'exercice périlleux de la diététique. Mc Donald's y a inauguré « de nouveaux emballages, sur lesquels figurent la quantité de calories, de protéines, de gras, de sucres et de sel » de chaque burger, grande frite ou salade. Selon le quotidien québécois *La Presse*, Mc Donald's affirme qu'il existe « un lien fort entre les JO et la promotion d'un mode de vie équilibré ». Le Big Mac rendrait-il les skieurs plus rapides ? Certains nutritionnistes

sont sceptiques et soulignent qu'il serait judicieux de connaître ces informations nutritionnelles avant d'acheter. Pourtant, Ronald n'a pas ménagé ses efforts pour se refaire une image d'athlète : remise de 20 000 podomètres à Turin, de napperons présentant les informations nutritives, le tout orchestré par un site Internet spécialisé. Mais il y a une arête dans le Filet-o-Fish : Mc Do a reconnu en février que « ses frites sont plus grasses que prévu ». // **P.H.**

www.cyberpresse.ca

Source

Au Panthéon des marques

Deux sites Internet nous promènent à travers l'histoire des entreprises et de leurs logos.

Le premier logo de Peugeot porte l'estampille de 1882. Plus d'une demi-douzaine ont vu le jour depuis. Celui de Larousse a été créé en 1876 et arborait cette belle devise « Je sème à tout vent ». Quant au Kiwi, symbole de la Nouvelle-Zélande, il pose problème à tout le pays pour son côté galvaudé. Pourquoi une entreprise ou une entité change-t-elle ce blason qui la rend reconnaissable ? Celui-ci n'est-il qu'une étiquette ou doit-il aussi véhiculer les

valeurs d'une structure ? Pour trancher, rien de mieux qu'un bon cocktail : juridique, marketing et économique. *Terra Economica* a retenu deux sites Internet dédiés au roi logo. On peut y naviguer entre les subtilités du droit des marques, la propriété intellectuelle, ou sourire en répondant aux jeux de reconnaissance visuelle. Mais au bout du compte, hormis la tonne d'anecdotes disponibles sur ces sites, une seule morale à l'histoire : un logo n'est jamais innocent. Car dans



l'ombre de toute estampille, il y a une stratégie, et un marketeur. Pensons-y avant de succomber. // **Alioune Zergal**

Dans l'univers impitoyable des marques:
<http://museedesmarques.ouvaton.org>
<http://www.robic.com>

WAL-MART

Toujours plus haut

Grâce à sa politique de bas prix, Wal-Mart est devenue la multinationale la plus puissante de la planète. Qui arrêtera Wal-Mart ? Les consommateurs peut-être.

Maison blanche, 1992. Georges Bush père remet les insignes de la médaille présidentielle de la liberté à un vieux monsieur cravaté et coiffé d'une casquette bleue et blanche aux couleurs de Wal-Mart. L'ancêtre, c'est Sam Walton, fondateur d'une épicerie dans l'Arkansas devenue en quelques décennies le numéro un mondial de la grande distribution. Le secret de la réussite d'Oncle Sam, décédé quelques jours seulement après sa consécration présidentielle tient en une formule : « *Des prix toujours bas* ».

En imposant les prix les plus faibles à ses fournisseurs et en maintenant des marges confortables grâce à une chasse permanente aux « *surcoûts* », Wal-Mart n'a cessé de creuser l'écart avec ses concurrents. Au point que l'ogre américain est devenu, en 2002, la première entreprise mondiale par son chiffre d'affaires. Dépassant le produit intérieur brut de pays comme la Suisse et la Suède.

D'après le cabinet New England consulting, le slogan historique de Wal-Mart aurait permis aux consommateurs américains d'économiser 20 milliards de dollars en 2003, plus 100 milliards de dollars indirectement, en obligeant les distributeurs concurrents à baisser leurs prix. Le phénomène a pris une telle ampleur que les analystes glosent désormais sur un effet Wal-Mart au plan macro économique. Les prix cassés de la firme de Bentonville auraient contribué à faire diminuer l'inflation et augmenter la productivité dans tout le pays.

Côté obscur

Mais la « *walmartisation* » de l'économie américaine cache un côté obscur de plus en plus voyant. Chez Wal-Mart, mieux vaut être héritier de la famille Walton qu'employé de base. Le magazine *Forbes* estime la fortune personnelle de Robson Walton, fils du fondateur, et celle des quatre autres héritiers, à 20 milliards de

dollars chacun. Loin de la rémunération moyenne, inférieure au seuil de pauvreté. Hélas, les pauvres coûtent encore trop chers. Fin octobre 2005, la vice-présidente chargée de la protection sociale recommandait un plan d'économies d'un milliard de dollars. Dans une note interne, Susan Chambers, c'est le nom de la dame, suggérait d'embaucher des travailleurs à temps partiel ne gagnant pas assez pour être éligibles au plan santé. En prime, ils ne bénéficieraient de la couverture médicale qu'au bout de deux ans d'ancienneté, contre un seul actuellement. Et pas question de râler auprès d'un syndicat. Début 2005, les salariés du supermarché québécois de la Jonquière décident de se syndiquer. Wal-Mart ferme immédiatement la boutique.

Résistances citoyennes

Ne pas se fier aux apparences. Cible favorite des syndicalistes et des altermondialistes nord-américains, l'épicier géant donne quelques signes de faiblesse. Les procès contre lui se multiplient. Il vient d'être condamné à 172 millions de dollars pour avoir refusé à ses employés une pause-déjeuner. Plus grave pour les héritiers du vieux Sam, la résistance s'étend aux consommateurs. Le 29 mars 2004, plusieurs milliers d'habitants d'Inglewood, banlieue déshéritée de Los Angeles, manifestent leur opposition à l'installation de Wal-Mart, malgré les promesses du groupe de créer des centaines d'emplois. Au final, les habitants votent majoritairement « non » au référendum convoqué à l'initiative du distributeur. Depuis, Chicago, Staughton (Wisconsin), Avondale (Arizona) et Miramar (Floride) ont suivi l'exemple californien.

// David Garcia

Sources : *Multinationales 2005*, Walter Bouvais et David Garcia, Ed. Danger public, Rapport annuel 2005 de Wal-Mart.

Fiche d'identité

Nationalité états-unienne

Créée en 1962

1,6 million de salariés dans le monde dont 1,4 million aux Etats-Unis

Principal dirigeant Lee Scott (pédégé)

Rémunération annuelle 5,37 millions de dollars

Chiffre d'affaires 285,22 milliards de dollars (2005)

Marque principale Wal-Mart

Principaux concurrents Carrefour, Metro, Tesco

Activité

Wal-Mart est un généraliste de la grande distribution, à l'instar de Carrefour, son principal concurrent. Implanté surtout aux Etats-Unis, Wal-Mart réalise un cinquième de son chiffre d'affaires à l'étranger, principalement au Mexique, au Royaume-Uni, au Canada et en Allemagne.

La firme de l'Arkansas sous traite la fabrication de ses produits à 65 000 fournisseurs basés pour la plupart en Afrique, en Amérique latine et de plus en plus en Chine, dont elle draine à elle seule plus de 10% des échanges commerciaux avec les Etats-Unis !

JE SUIS VENU VOUS DIRE QUE JE SOUFFRE

Qu'on ne se fie pas au titre à rallonge du documentaire « Ils ne mourraient pas tous mais tous étaient frappés » : ce n'est pas un pensum. C'est un coup de boule.



Ils ne mourraient pas tous, mais tous étaient frappés, documentaire de Marc-Antoine Roudil et Sophie Bruneau (1 h 20).

Les idées les plus simples font souvent les documentaires les plus efficaces. Après avoir lu *Souffrance en France* (Seuil), alarmant réquisitoire contre les maux du travail mené par le psychiatre Christophe Dejours, deux documentaristes en ont eu une bonne : poser leur caméra dans trois services hospitaliers destinés aux salariés au bout du rouleau et laisser tourner. Plan fixe, champ-contrechamp. Difficile de faire mise en scène plus ascétique. Pourtant, le résultat est édifiant et, à certains moments, réellement bouleversant.

Ma santé contre ma rentabilité

Quatre salariés (deux ouvrières, un cadre et une employée) répondent aux questions des médecins. Ils se livrent, racontent les oukases incompréhensibles d'une direction, dépeignent l'ingratitude d'un supérieur, les remarques offensantes d'un autre... Tout ceci est anecdotique et, pourtant, universel. Car ces récits décrivent à merveille les maux qui accablent le salariat occidental du début de XXI^e siècle : augmentation sournoise des cadences, nécessité accrue de répondre aux injonctions de rentabilité,

autonomisation des employés qui rime non avec liberté, mais avec abandon, invisibilité angoissante des hiérarchies, etc. Face à ces grandes mutations, on observe les personnes passer par tous les états de la souffrance humaine : surprise, colère, anxiété, culpabilité, honte, déception et enfin, invariablement, dépression. Comme des insectes pris dans un rouage à échelle inhumaine, les individus se débattent, seuls. Car la solitude du salarié, l'absence de solidarité sont au fond les vrais thèmes de ce documentaire. Son titre n'est d'ailleurs pas fortuitement tiré de la fable de La Fontaine, *Les animaux malades de la peste*. Dans celle-ci, puisqu'il faut bien trouver un coupable à la peste, on sacrifie l'âne, le plus inoffensif de tous... Pas besoin d'être sociologue du travail pour comprendre combien cette morale est contemporaine.

On regrettera le dernier quart d'heure du film, où les médecins, réunis autour de Christophe Dejours, analysent les mutations de l'entreprise, ressorts de l'aliénation moderne. Une redite bavarde, qui prouve que les documentaristes n'ont pas eu confiance dans la force des témoignages recueillis. Ils ont eu tort ! // **Arnaud Gonzague**

DANS LE POSTE

DIS-MOI QUE JE SUIS LA PLUS BELLE // Comment ralentir le cours du temps ? Eternelle question que la médecine et l'industrie pharmaceutique ont rapatriée dans leur giron. Société de l'image, publicité, enjeux financiers, la question de l'apparence physique est désormais au cœur de notre économie. *La beauté sinon rien*. Documentaire, 120 minutes. Mardi 21 mars 2006. 20h40. Arte.

RENDEZ-MOI MA VRAIE-FAUSSE MONTRE // Marc Frisanco est à la tête de l'unité anti-contrefaçon de la maison Cartier, à Genève (Suisse). Avec ses enquêteurs et ses juristes, il piste ceux qui contrefont la marque pour laquelle il travaille. 100 000 fausses montres sont ainsi récemment tombées dans sa besace grâce au FBI. Quand l'économie joue au chat et à la souris. *Contrefaçon : la traque continue*. Documentaire, 52 minutes. Mardi 28 mars. 14h. Planète.

EN RAYONS

MA BOÎTE EST DANS LA ZONE // Faut-il quitter la France pour exonérer son entreprise des charges sociales, des impôts sur les sociétés, de la taxe professionnelle et de la taxe foncière ? Pas du tout. Il suffit pour cela de s'implanter en zone

franche urbaine et d'y recruter au moins un tiers des salariés. Ces zones franches ont pour nom Vaulx-en-Velin, Mulhouse ou encore Lille-Tourcoing. *Entreprendre dans les quartiers sensibles*, Sylvain Allemand, Nathalie Boisdet, Editions Autrement, 192 pages, 19 euros.

SUR LES ONDES

LES VACHES AURAIENT-ELLES RETROUVÉ LA RAISON ? // Elle était annoncée comme l'épidémie du siècle. On craignait sa propagation sur l'être humain à vitesse grand V. Pourtant, la catastrophe de la vache folle a pu être évitée. Pourquoi, comment, grâce à qui ? A l'heure de la grippe aviaire, retour sur cette grande peur. *Dix ans après la vache folle, le désastre n'a pas eu lieu*. Science culture. Vendredi 24 mars 2006. 19h30. France Culture.

EN KIOSQUE

DESTINATION QUÉBEC // Attirance touristique, opportunités économiques, les Français prennent en masse le chemin du Québec. Mais quels sont les secrets qui poussent nos concitoyens à logner de l'autre côté de l'Atlantique ? *10 bonnes raisons d'aimer le Québec*, Québec Magazine. Bimestriel, 6,95 euros.

terra economica

ABONNEZ VOUS !

NOTRE RAISON D'ÊTRE :

Une information économique indépendante, de qualité, à un prix modique. Nous refusons ainsi le recours à la publicité dans nos pages. Nous prenons le pari audacieux qu'il est possible de faire vivre TERRA ECONOMICA grâce à ses lecteurs et à la qualité de son contenu.

Nous vous proposons d'accéder sans limite à TERRA ECONOMICA ainsi qu'à la totalité de sa collection grâce à notre offre spéciale. Grâce à vous, nous pourrions continuer à vous informer en toute indépendance. Merci d'y prêter attention.

COCHEZ VOTRE FORMULE
DANS LE TABLEAU !

terraeconomica

	Abonnement 1 an (24 numéros)		Abonnement 2 ans (48 numéros)	
	Web + pdf	Papier*	Web + pdf	Papier*
Particuliers	29 € 1,2€ le numéro <input type="checkbox"/>	55 € 2,3€ le numéro <input type="checkbox"/>	54 € 3 numéros offerts <input type="checkbox"/>	104 € 3 numéros offerts <input type="checkbox"/>
Etudiants, lycéens, enseignants, demandeurs d'emploi	26 € 1,08€ le numéro <input type="checkbox"/>	49 € 2,04€ le numéro <input type="checkbox"/>	50 € 3 numéros offerts <input type="checkbox"/>	94 € 3 numéros offerts <input type="checkbox"/>

* L'abonnement papier inclut un accès illimité à Terra Economica sur le web.

NOM, prénom :

Adresse électronique :

Adresse postale :

Ville, pays :

Code postal : Téléphone :

Entreprises, collectivités, associations, Grandes Ecoles, bibliothèques publiques, bibliothèques universitaires, centres de documentation et d'information, contactez-nous sur www.terra-economica.info/abo

Sur simple demande, la rédaction de Terra Economica vous propose une solution à la carte, adaptée à vos besoins (taille de l'établissement, effectifs, accès en réseau) à des conditions économiques.

Veillez retourner ce bon de commande, accompagné de votre règlement par chèque bancaire à l'ordre de « Terra Economica », à l'adresse suivante : Terra Economica - Service abonnements - 42, rue la Tour-d'Auvergne - 44 200 Nantes

Clown acide

Le monde des affaires se prend au sérieux. Qu'à cela ne tienne, les Yes Men jouent les agitateurs publics.



Andy Bichlbaum : l'économie est trop triste pour en pleurer.

Andy Bichlbaum examine la gueule d'affreux Jojo qu'il s'est lui-même tirée. « On fait plus flatteur comme autoportrait, non ? » Mais voilà, cet Américain de 42 ans ne peut s'empêcher de faire le pitre. Y compris en costume cravate. Ainsi, plusieurs mois durant, en compagnie de son acolyte, Mike Bonanno, il glisse sa trombine au milieu de très sérieuses réunions d'entrepreneurs, en usurpant l'identité de représentant de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Pour y tenir des propos absurdes.

La vérité en mentant à 100%

Exemple en Finlande. Il quitte son uniforme anthracite pour parader sur l'estrade, moulé dans une tenue pourvue d'un sexe géant gonflé à l'hélium et flanqué d'un écran vidéo positionné face à son visage : « la tenue du manager du futur », explique-t-il à l'assistance, « qui permet de surveiller le travail des ouvriers à distance ». Un flop dans la salle où l'assistance reste de marbre. D'où l'idée de ce long métrage diffusé en France en 2005. « Nous voulons faire réfléchir au fonctionnement du système économique mondial, montrer combien c'est grave », explique cet activiste

qui nourrit ses réflexions de lectures d'économistes comme le brillant chroniqueur du *New York Times*, Paul Krugman. C'est en 1999, à l'occasion de la conférence de Seattle, qu'Andy Bichlbaum et son compère montent un faux site Web de l'OMC à l'allure tellement convaincante qu'ils sont invités dans moult conférences et émissions. « Nous disons la vérité, tout en mentant à 100%. C'est à la fois flippant et très drôle », s'amuse cet enfant terrible, au passé jalonné de blagues de potache.

L'une d'elles, le fait basculer dans la voie de la contestation organisée. Dans les années 90, après des études éclectiques, Andy s'ennuie ferme dans un job d'informaticien chez un éditeur de jeux vidéo, à San Francisco. « Je préférerais participer à des manifestations ou écrire des fictions, mais il fallait bien que je gagne ma vie », se souvient-il. Le vernis finit néanmoins par craquer. Un jour, cet anti-héros de la nouvelle économie glisse l'image de deux hommes qui s'embrassent dans le scénario d'un jeu guerrier. Direction, la porte. Dehors, les journalistes s'intéressent à son cas. Alors, il habille en deux coups de cuiller à pot son canular en acte subversif. Bingo. La notoriété lui tombe dessus et il croise la route de Mike Bonanno, activiste réputé, avec qui il va désormais pouvoir faire les 400 coups. Les deux conspirateurs s'en donnent à cœur joie. Après diverses péripéties, ils se trouvent même un nom de baptême : les Yes Men, en référence aux célèbres « bénis oui-oui » en costume cravate, qui porteraient à l'extrême le discours néolibéral. Leur site Internet constitue aujourd'hui un lieu de rencontre entre contestataires, prompts à s'échanger des conseils.

Le gros coup est pour bientôt

Andy, dont la famille d'origine juive polonaise avait émigré aux Etats-Unis via le Canada, a fui San Francisco « détruite par la Net économie » il y a six ans. Pour Paris, « plus vivable ». Mais cela ne l'empêche pas de préparer - avec ses complices outre-Atlantique - de nouvelles actions, sur lesquelles il reste très mystérieux. « Cette fois-ci, c'est tellement outré que nous serons forcément démasqués », s'enthousiasme-t-il, les yeux brillants. Les Yes Men préparent également un nouveau film, qu'ils veulent plus argumenté que le précédent. « Nous allons montrer que la dynamique du système économique est plus puissante que les individus. Y compris en faisant intervenir des experts. » En France, cet activiste qui a collaboré occasionnellement avec Karl Zéro, n'hésite pas à prêter main forte aux agitateurs de tout crin, comme les « Dégonflés », qui s'attaquent aux pneus de 4x4. Espiègles de tous les pays, réjouissez-vous. // **Anne Daubrée**
Par ici la provoc' : www.theyesmen.org/#francais

Photo : DR

OURS

TERRA ECONOMICA

Ont participé à ce numéro (ordre alphabétique inversé) : **Pauline Hervé, Arnaud Gonzague, Nicolas Filio, DJS, Anne Daubrée, Cire, Eve Charrin, Anne Bate, Simon Barthélémy, Astaire-X, Roxane Arléo** // Directeur artistique : **Sébastien de Poortere** // Responsable de la rédaction : **David Solon** // Systèmes d'information : **Gregory Fabre** // Directeur commercial et marketing : **David Kernanec** // Conseillers abonnements : **Charlyne Guéneq, François Terrier** // Directeur de la publication : **Walter Bouvais** // Terra Economica est édité par la maison Terra Economica, SAS au capital de 102 167 euros - RCS Nantes 451 683 718 - Siège social : 42, rue la Tour d'Auvergne - 44200 Nantes // Principaux associés : Walter Bouvais (gérant), Gregory Fabre, David Solon, Doxa SAS // Cofondateur : Mathieu Ollivier // Impression du magazine par Dupli Print, 2 rue Descartes, ZI Sezac, 95330 Domont // Dépôt légal : à parution // Numéro ISSN : 1766-4667 // Commission paritaire : 1006 I 84384 // Numéro CNIL : 1012873 // Service abonnements : 02 40 47 42 66 ou www.terra-economica.info/abo